

Mairie de Thonon-les-Bains
Registre des délibérations du Conseil Municipal
Séance du 22 mai 2023

mis en ligne le 25/05/2023

CM20230522-28

FINANCES

**Parcs de stationnement – Vote d’une subvention d’équilibre pour la gestion 2022 –
Complément à la délibération n° 20221219-09 du 19 décembre 2022**

Monsieur TERRIER, Maire Adjoint en charge des finances, de la commande publique, du suivi des délégations de service public et de l’évaluation des politiques publiques, expose :

En application de l'article L.2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les services publics à caractère industriel ou commercial (SPIC) doivent être financés, à titre principal, par l'usager, avec interdiction de la prise en charge de dépenses par le budget principal, sauf dérogations prévues à l'article L.2224-2 du CGCT, lesquelles sont au nombre de trois :

- 1° Lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement,
- 2° Lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs,
- 3° Lorsque la suppression de toute prise en charge par le budget de la Commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Le contrôle de légalité de la Préfecture de Haute-Savoie a souhaité que la délibération communale justifiant le respect de l’un au moins de ces trois alinéas prévus par l’article L.2224-2 soit davantage motivée.

La Commune de Thonon-les-Bains se situe précisément dans chacun des trois alinéas prévus par le Code :

Alinéa 1 : les contraintes particulières de fonctionnement

La Commune impose en effet des contraintes particulières de fonctionnement au délégataire, pénalisant la rentabilité financière de l’exploitation :

- La demande d’ouverture 24h/24 de tous les parcs de stationnement,
- La présence physique sur site et non seulement la télésurveillance à distance,
- Le choix volontariste communal en matière de politique tarifaire, pour favoriser l’attractivité du centre-ville, avec des mesures phares comme par exemple : la première demi-heure de stationnement gratuite, le prix forfaitaire de 2 € entre 12h et 14h, le prix forfaitaire de 1 € pour le stationnement souterrain entre 19h et 24h,
- Le choix communal de pratiquer des abonnements mensuels à tarifs limités de manière à inciter, dans un objectif de développement durable, les usagers résidant au centre-ville à se rendre à leur travail en mobilité douce, en covoiturage, en navette lacustre ou en train (Léman express notamment).

REPUBLIQUE FRANCAISE - DEPARTEMENT DE HAUTE-SAVOIE



VILLE DE THONON-LES-BAINS

**Registre des délibérations du Conseil Municipal
de la Ville de THONON-LES-BAINS**

Séance du 22 mai 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux mai à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, convoqué régulièrement le seize mai deux mille vingt-trois, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, dans le Grand Salon, sous la présidence de M. Christophe ARMINJON, Maire de la Ville.

Etaient présents MM. Les Conseillers Municipaux :

M. Christophe ARMINJON, M. Jean-Claude TERRIER, Mme Katia BACON, M. Gérard BASTIAN, Mme Nicole JAILLET, M. Jean-Pierre FAVRAT, Mme Emily GROPPi, M. Jean DORCIER, Mme Cassandra WAINHOUSE, M. Jean-Marc BRECHOTTE, Mme Véronique VULLIEZ, M. Philippe LAHOTTE, Mme Isabelle PLACE-MARCOZ, Mme Brigitte MOULIN, M. René GARCIN, Mme Carine DE LA IGLESIA, Mme Emmanuelle VUATTOUX, M. Mustafa GOKTEKIN, M. Michel ELLENA, M. Patrick TISSUT, Mme Sylvie COVAC, M. Joël ANNE, Mme Catherine PERRIN, M. Serge DELSANTE, Mme Laurence BOURGEOIS, M. Mickaël MAQUAIRE, M. Richard BAUD, M. Jean-Baptiste BAUD, Mme Sophie PARRA D'ANDERT, M. Thomas BARNET, Mme Marie-Jo GUIGNARD-DETRUCHE, M. Marc-Antoine GRANDO, M. Franck DALIBARD, M. Arnaud BERAST, Mme Astrid BAUD-ROCHE, M. Quentin DUVOCHELLE (arrivée à 19h10).

Absents excusés :

Mme Deborah VERDIER, M. Mickaël BEAUJARD, M. Jean-Louis ESCOFFIER

Les membres dont les noms suivent ont donné à des collègues de leur choix pouvoir écrit de voter, en leur nom, par application des dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

NOMS DES MANDANTS	A	NOMS DES MANDATAIRES
Mme Deborah VERDIER	à	M. Jean-Claude TERRIER
M. Mickaël BEAUJARD	à	M. Serge DELSANTE
M. Jean-Louis ESCOFFIER	à	Mme Astrid BAUD-ROCHE

Le Conseil Municipal a désigné secrétaire de séance Mme Nicole JAILLET.

La liste des délibérations examinée par le Conseil Municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la Commune.

Alinéa 2 : les investissements importants

Lors de la rénovation de la Place des Arts et réalisation du parc souterrain, opération majeure d'aménagement pour la Commune, les investissements ont été intégralement portés par le budget annexe sans aucune prise en charge par le budget principal.

Cette absence de prise en charge initiale génère une dotation aux amortissements disproportionnée par rapport aux capacités du budget annexe. Le fait que la Municipalité, au début des années 1990, n'ait pas versé de subvention d'investissement exceptionnelle au budget annexe conduira le budget à supporter des dotations aux amortissements très importantes jusqu'en 2034 inclus.

Ainsi, en dépit de la politique tarifaire décrite précédemment, le solde d'exploitation du budget annexe des parcs de stationnement souterrain se révèle excédentaire (compte administratif provisoire 2022) : solde de + 65 165,50 €.

Ce solde d'exploitation positif demeure néanmoins insuffisant pour couvrir la dotation nette aux amortissements qui s'est située en 2022 à : - 162 291,62 €.

Le budget principal a ainsi versé au budget annexe au titre de l'exercice 2022 des parcs de stationnement une subvention d'équilibre d'un montant de 97 126,12 €.

Alinéa 3 : la suppression de la prise en charge aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs

La hausse nécessaire des tarifs (jusqu'à 15 %) peut sembler « supportable », mais elle aurait en fait des effets délétères :

- Elle conduirait à une réduction des fréquentations et irait donc à l'encontre de l'objectif recherché de majoration des recettes,
- Elle conduirait les tarifs du stationnement à des niveaux équivalents à ceux du stationnement de surface alors que l'argument prix est un facteur essentiel pour que l'utilisateur utilise les parcs souterrains en priorité,
- L'inadéquation des tarifs qui adviendrait alors entre tarifs de souterrain et de surface conduirait à devoir majorer fortement les tarifs du stationnement de surface pour retrouver une cohérence globale. Ceci irait totalement à l'encontre de la politique souhaitée par la Commune de favoriser l'attractivité du centre-ville.

Pour ces motifs conformes aux trois alinéas de l'article L.2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- AUTORISER le versement d'une subvention d'équilibre de 97 126,12 € au titre de l'exercice 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve, par 32 pour et 7 abstentions (Monsieur J.B. BAUD, Madame PARRA D'ANDERT, Monsieur BARNET, Madame GUIGNARD-DETRUCHE, Monsieur GRANDO, Madame BAUD ROCHE, Madame BAUD ROCHE porteur du pouvoir de M. ESCOFFIER), la proposition présentée.

Les signatures des Conseillers Municipaux figurent dans le registre, au feuillet de clôture de séance.

Le Maire,



Christophe ARMINJON

La secrétaire de séance,



Nicole JAILLET

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux devant M. le Maire de Thonon-les-Bains, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Grenoble, par voie postale ou par voie électronique (www.telerecours.fr), dans ce délai ou à compter de la réponse de la Commune de Thonon-les-Bains, si un recours gracieux a été préalablement déposé.